

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/41010]

21 AVRIL 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant, en application de l'article D.II.49, §3, du Code du développement territorial, le projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planche 57/4) relatif à l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte, en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5, ainsi que d'une zone agricole et d'une zone naturelle sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du développement territorial (CoDT) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu le plan de secteur de Philippeville-Couvin, adopté définitivement par arrêté royal du 24 avril 1980, et ses révisions ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 décidant la mise en révision des planches 57/4 et 57/8 du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de permettre l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg, adoptant l'avant-projet de plan et décidant de faire réaliser une étude d'incidences de l'avant-projet de plan ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin portant sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle et de deux zones d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg), en extension de la zone d'activité économique industrielle sise le long de la N5,
- des compensations planologiques associées sur le territoire de la même commune (Mariembourg et Frasnes) ;

Considérant que le « BEP Expansion » a chargé le 6 décembre 2016 le bureau « Pissart Architecture et environnement » (rue de la Métal, 6 4870 Trooz) de la réalisation de l'étude d'incidences de plan et en a informé le Ministre le 9 décembre 2016 ; que l'auteur de projet est dûment agréé et n'a pas été récusé ;

Considérant que depuis le 1^{er} juin 2017, date d'entrée en vigueur du CoDT, il est fait application de la procédure visée à l'article D.II.48, du CoDT et que, conformément aux dispositions de l'article D.II.65, §2, du CoDT, l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 arrêtant l'avant-projet de plan vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5, du CoDT et que l'étude d'incidences sur l'environnement en cours à la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit et, à son terme, constitue le rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant que le pôle « Environnement » et le pôle « Aménagement du territoire » ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales ; qu'ils ont formulé des observations et présenté des suggestions le 13 octobre et le 14 novembre 2017 sur la phase I ainsi que le 26 et le 28 juin 2019 sur la phase I amendée et sur la phase II ; que le conseil communal de Couvin n'a pas établi de commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité ;

Considérant que quelques corrections et compléments mineurs ont ensuite été apportés au rapport sur les incidences environnementales et que le résumé non technique a été ajouté ; que la version intégrant ces corrections et compléments a été déposé le 27 mai 2021 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire ;

Phase I du rapport sur les incidences environnementales : besoins en espaces dédiés à de l'activité économique et localisation des nouvelles zones d'activité économique

Considérant que la première phase du rapport sur les incidences environnementales analyse les aspects pertinents de la situation socio-économique de la sous-région économique de Philippeville, territoire de référence du projet de plan ; qu'elle confirme l'existence de besoins en zones d'activité économique industrielle et mixte ainsi que la faiblesse de l'offre disponible en terrains pouvant être dédiés à l'activité économique ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales conclut que le projet de plan rencontre les besoins de la collectivité, notamment en termes de création d'emplois ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales a établi une liste de critères de localisation du développement économique projeté sur base du schéma de développement du territoire, du CoDT, de l'arrêté adoptant le projet de plan, de l'arrêté fixant le contenu du rapport sur les incidences environnementales, d'une note de recherche de la Conférence permanente du développement territorial relative aux critères de localisation optimales des nouvelles activités ainsi que des documents et projets locaux ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales valide le principe de la localisation de nouvelles zones d'activité économique à proximité de la N5, compte tenu, notamment, du potentiel que représente sa mise progressive au gabarit autoroutier ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales n'a pas identifié d'alternative de localisation répondant mieux, ou de manière équivalente, aux critères définis que le projet de plan ; qu'il a dès lors validé la localisation des nouvelles zones d'activité économique à l'ouest de la N5, en extension sud et sud-ouest de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur à Mariembourg ;

Considérant que l'extension de la zone d'activité économique inscrite au plan de secteur en vigueur permettra de rentabiliser les équipements, de créer des synergies entre les entreprises existantes et futures ainsi que de rencontrer les besoins des entreprises qui projettent d'étendre leurs activités sur le site ;

Considérant dès lors que le rapport sur les incidences environnementales ne remet pas en cause la justification socio-économique du projet et sa localisation ; qu'il estime au contraire, que le projet de plan se justifie sur le plan socio-économique et qu'il est pertinent de renforcer le parc d'activités économiques de Mariembourg en étendant la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et en inscrivant au plan de secteur une zone d'activité économique mixte attenante à cette dernière ; qu'il y a lieu de se rallier à cette analyse ;

Phase II du rapport sur les incidences environnementales

Considérant que dans sa seconde phase, le rapport sur les incidences environnementales relève que le projet tel qu'adopté le 16 juin 2016 aura certaines incidences sur l'environnement ; que dès lors il propose plusieurs suggestions et alternatives permettant de l'améliorer ;

Délimitation des zones d'activité économique à inscrire au plan de secteur pour le périmètre principal

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève :

- du point de vue la conservation de la faune et de la flore sauvage :

* que des espèces protégées et des habitats naturels assez sensibles à hautement sensibles sont présents dans le périmètre de la zone d'activité économique mixte projetée, en particulier :

- à son extrémité ouest, des espèces animales et végétales protégées, menacées ou patrimoniales, telles que l'orchis négligé (*Dactylorhiza praetermissa*), la coronelle lisse (*Coronella austriaca*), le lézard des murailles (*Podarcis muralis*), ainsi que le crapaud calamite (*Bufo calamita*) et le crapaud accoucheur (*Alytes obstetricans*), sur un site historiquement artificialisé, comprenant, notamment une roselière et des friches et fourrés sur calcaire ;

- en partie centrale, une mosaïque d'habitats naturels comprenant, en particulier, une saulaie et une mégaphorbiaie sur le site d'une ancienne argilière, qui constituent un milieu d'accueil d'intérêt privilégié pour les amphibiens, l'avifaune et l'entomofaune ;

* que les inventaires et les observations réalisés par le Département nature et forêts du Service public de Wallonie avaient déjà mis en évidence l'intérêt biologique certain ainsi que le potentiel de développement de la biodiversité de ces deux zones ;

* que leur localisation dans la vallée de l'Eau blanche et leur connexion au réseau Natura 2000, via la voie ferrée abandonnée, renforce leur intérêt pour la constitution des réseaux écologiques local et régional ;

- du point de vue de l'activité agricole :

* que les biens immobiliers visés par le périmètre de révision sont de bons terrains agricoles, relativement rares, étant donné leur relief assez plat, leur bonne exposition et leur forme simple ;

* qu'un agriculteur est particulièrement concerné par la perte de terres agricoles (environ 15 % de ses prairies) ;

* que des arrangements sont cependant envisageables avec des agriculteurs en fin de carrière afin de procéder à des échanges de terrain, en vue de compenser la perte de surface agricole ;

- du point de vue de la mobilité :

* que la suppression du carrefour entre la rue du Moulin de Tromcourt et la N5 prévue dans le cadre de sa mise à gabarit autoroutier nécessite de trouver une solution pour les véhicules sortant de l'extension projetée du parc d'activités économiques et se dirigeant vers Couvin, soit en conservant la sortie rue du Moulin de Tromcourt, soit via la sortie de la rue Derrière la Brouffe ;

* que parallèlement au projet de RAVeL, il existe un projet de remise en service de la voie ferrée abandonnée qui passe au nord de la zone d'activité économique industrielle projetée et dont le tracé est inscrit au plan de secteur en vigueur ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du Code du développement territorial reconnaît en outre qu'il y a lieu d'assurer à l'échelle régionale un maillage écologique cohérent entre les pelouses calcaires et les milieux associés qui se succèdent au sein de la Fagne, notamment le long de la vallée de l'Eau Blanche et du Viroin ;

Considérant que du point de vue de la conservation de la nature, le rapport sur les incidences environnementales considère que le projet de plan « n'apporte pas de mesures concrètes pour éviter totalement ou réduire significativement les incidences négatives prévisibles sur les deux zones sensibles et à potentialités écologiques identifiées » sur les biens immobiliers qui seraient affectés en zone d'activité économique mixte ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales considère dès lors que « les mesures d'évitement et de réduction des incidences sont à rechercher dans la proposition de variantes de délimitation permettant de rencontrer un compromis équilibré entre les objectifs du projet économique et ceux de la conservation de la nature » ;

Considérant qu'il est en effet indispensable de prendre en compte les habitats naturels de grand intérêt mis en évidence par le rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales propose deux variantes de délimitation répondant à cet objectif :

- que la première variante propose :

* de maintenir la zone d'activité économique industrielle projetée ;

* de supprimer l'extrémité ouest de la zone d'activité économique mixte projetée et d'inscrire au plan de secteur une zone naturelle d'une superficie de 3,75 ha en lieu et place d'une zone agricole inscrite au plan de secteur en vigueur ;

* de maintenir le solde de la zone d'activité économique mixte projetée et d'inscrire une prescription supplémentaire portant sur le phasage de l'occupation d'une partie de cette dernière – environ 7 ha – de manière à ce qu'elle ne puisse être mise en œuvre qu'à partir du moment où la pérennité des habitats naturels situés dans son périmètre sera garantie par des modes de gestion appropriés ;

- que la seconde variante propose :

* d'étendre d'environ 80 m vers l'ouest la zone d'activité économique industrielle projetée en lieu et place de la zone agricole inscrite au plan de secteur en vigueur ;

* de supprimer la zone d'activité économique mixte projetée ;

* d'inscrire au plan de secteur une zone naturelle de 9,9 ha en lieu et place de zones agricole et forestière situées à l'ouest d'extension projetée ;

Considérant que les deux variantes de délimitation proposent en outre d'inscrire au plan de secteur une zone d'activité économique mixte d'une superficie de 9,32 ha, entre le parc d'activités économiques existant et le bois dit « Petit Bois », en lieu et place d'une zone agricole et d'une frange de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur ;

Considérant qu'ainsi configurée, la première variante consiste à inscrire au plan de secteur :

- une zone d'activité économique industrielle d'une superficie de 25,51 ha en lieu et place d'une zone agricole ;
- une zone d'activité économique mixte d'une superficie de 20,82 ha (dont environ 5 ha seraient dédiés à la protection de la nature) en lieu et place d'une zone agricole et subsidiairement de deux zones forestières et d'une zone d'activité économique industrielle ;
- une zone naturelle d'une superficie de 3,75 ha en lieu et place d'une zone agricole ;

Considérant qu'ainsi configurée, la seconde variante consiste à inscrire au plan de secteur :

- ...* une zone d'activité économique industrielle d'une superficie de 27,76 ha en lieu et place d'une zone agricole ;
- * une zone d'activité économique mixte d'une superficie de 9,32 ha en lieu et place d'une zone agricole d'une superficie de 8,27 ha et d'une zone d'activité économique industrielle d'une superficie de 1,05 ha ;
- * une zone naturelle d'une superficie de 9,9 ha en lieu et place de zones agricole et forestière ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a d'abord proposé une troisième variante qui consiste à abandonner une partie de la zone d'activité économique mixte projetée, à la relocaliser entre le parc d'activités économiques et le bois dit « Petit Bois », et à inscrire une partie de ce dernier en zone d'activité économique mixte au plan de secteur ; que le rapport sur les incidences environnementales ne retient pas cette dernière variante car elle mènerait à la destruction de la lisière d'une forêt correspondant à un « habitat très ancien et d'une grande valeur biologique » ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » estime ensuite que « les deux variantes de délimitation proposées par l'auteur de l'étude auront un impact biologique plus faible par rapport au projet de révision initial » et « qu'il y aurait lieu de mettre en évidence une des deux variantes de délimitation selon la pertinence et l'effectivité du mode de gestion choisi, lié à la pérennité des habitats d'intérêts biologiques » ;

Considérant que le pôle « Environnement » « salue la qualité du chapitre relatif à la biodiversité » et « appuie la variante de délimitation 2 » ; qu'il considère en effet « que cette variante répond aux besoins en ZAE tout en préservant les habitats biologiques les plus sensibles » ;

Considérant que la première variante de délimitation inclut environ 5 ha d'habitats naturels dans la nouvelle zone d'activité économique mixte ; qu'il est possible d'assurer leur protection, mais au prix d'un certain morcellement des terrains destinés effectivement à l'activité économique et d'aménagements plus complexes et plus coûteux, notamment au niveau des voiries ;

Considérant que la seconde variante de délimitation rencontre les besoins économiques identifiés par le projet de plan de façon équilibrée tout en ne s'étendant pas sur la zone où sont localisés les habitats naturels ;

Considérant que l'option de localiser une zone d'activité économique mixte entre le parc d'activités économiques existant et le bois dit « Petit Bois » offre l'intérêt de former un ensemble compact avec la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et son extension ; que le rapport sur les incidences environnementales explique que la faible profondeur de la zone se prête particulièrement bien au développement de bâtiments dédiés à l'activité économique mixte de type mitoyen ; que cette configuration permet d'occuper l'espace de manière rationnelle ;

Considérant que l'inscription au plan de secteur d'une zone d'activité économique mixte entre le parc d'activités économiques existant et le bois dit « Petit Bois » ne modifie pas fondamentalement les incidences du projet de plan sur l'activité agricole à l'échelle du plan de secteur ; qu'elle aura en revanche pour effet de priver l'agriculteur le plus impacté par le projet de plan de superficies destinées à l'activité agricole supplémentaires ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales propose d'organiser des échanges de terres agricoles afin de préserver la viabilité économique de l'exploitation concernée ; que le pôle « Environnement » soutient cette proposition ; que la mise en œuvre de cette mesure ne relève cependant pas du plan de secteur ;

Considérant qu'en ce qui concerne la mobilité, le rapport sur les incidences environnementales analyse divers scénarios et démontre qu'il sera possible d'organiser l'accès aux extensions du parc d'activités économique de manière cohérente et sécurisée, quelle que soit la variante choisie ;

Considérant que le pôle « Environnement » « apprécie les divers scénarios relatifs à la mobilité prenant en considération le réseau routier actuel et la nouvelle configuration de la N5 » ; qu'en ce qui concerne « le scénario d'accessibilité x3, vu le charroi déjà existant lié à la carrière, il attire l'attention sur le croisement de flux et, dès lors, sur la nécessité de sécuriser la connexion entre la nouvelle voirie et la rue de Derrière la Brouffe » ; qu'il appartiendra à l'autorité qui délivrera le permis d'urbanisme de statuer sur les caractéristiques détaillées et les équipements des voiries ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'inscription des nouvelles zones d'activité économique, la seconde variante propose d'exclure l'extrémité ouest et la partie centrale des zones d'activité économique inscrites par le projet adopté le 16 juin 2016 ; que dès lors cette variante permet d'exclure la quasi-totalité des habitats assez sensibles, sensibles, très sensibles et hautement sensibles relevés par le rapport sur les incidences environnementales, en particulier la roselière, les friches et fourrés sur calcaire, la saulaie et la mégaphorbiaie ; qu'en conséquence cette variante épargne aussi l'essentiel des populations des espèces animales et végétales protégées, menacées ou patrimoniales répertoriées sur ce site et citées ci-avant ;

Considérant que la seconde variante permet donc à la fois de préserver la majorité des habitats naturels sensibles inventoriés et d'offrir un espace dévolu à l'activité économique suffisant et bien configuré ; qu'il y a dès lors lieu de se rallier à cette proposition ;

Considérant qu'il y a néanmoins au sein du périmètre de la zone d'activité économique industrielle proposée plusieurs haies dont certaines sont des haies libres sensibles qu'il serait intéressant de préserver ;

Considérant que le 22 mai 2015, le Bureau économique de la Province de Namur a signé avec la Région wallonne, représentée par son ministre de la Nature, une « Charte des parcs d'activité économiques "Nature admise" en province de Namur, dans le cadre du « Réseau Wallonie Nature » ; que cette charte a pour objectif d'améliorer le potentiel d'accueil de la vie sauvage partout où c'est possible et par chaque acteur de terrain dans le cadre de ses activités ;

Considérant qu'en signant cette charte, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé, notamment, à concevoir et aménager les nouveaux parcs d'activité économique de façon à favoriser la biodiversité, en particulier en favorisant les espèces indigènes, en se concertant préalablement avec le Département de la nature et de la forêt, en préservant les éléments naturels existants présentant un intérêt écologique et, en cas d'impact résiduel, en examinant les possibilités de récréation d'habitats naturels ;

Considérant qu'en ce qui concerne les parcs existants, tel le parc de Mariembourg, le Bureau économique de la Province de Namur s'est engagé, notamment, à favoriser les espèces indigènes locales et à réaliser des aménagements en faveur de la faune et de la flore indigène ;

Considérant que l'extension du parc d'activité économique de Mariembourg sera conçue sur la base des principes de cette chartre ce qui implique que la plupart des haies seront préservées, particulièrement les haies anciennes, et que si certaines doivent être en partie supprimées, de nouvelles haies présentant potentiellement les mêmes caractéristiques seront créées ; qu'un maillage écologique complet et cohérent sera donc créé ;

Considérant qu'étant donné que la plupart des haies existantes sont implantées perpendiculairement au tracé du futur RAVeL, la création d'un parcellaire rationnel organisé autour d'un réseau de voiries efficace et cohérent permettra à la fois de préserver la majorité des haies et de réaliser un parc d'activité économique efficient et attractif ;

Considérant par ailleurs que le long du tracé du RAVeL, des milieux intéressants ont aussi été relevés, que des dispositifs d'isolement seront prévu à cet endroit ainsi que tout le long de la bordure extérieure du parc d'activité économique, que des milieux intéressants pour le développement de la faune de la flore locale seront non seulement préservés mais aussi créés là où ils n'existent pas actuellement ce qui concourra à l'établissement d'un meilleur maillage écologique ;

Considérant en outre qu'au sein de ces dispositifs d'isolement, des aménagements permettant de récolter, temporiser et infiltrer les eaux de ruissellement des voiries au sein d'un réseau de noues et petits bassins d'infiltration pourront être créés ; que, moyennant une conformation appropriée, ces dispositifs auront le double avantage de créer des milieux humides favorables aux batraciens et de retenir les eaux de pluie en vue de concourir à la lutte contre les inondations en aval ;

Considérant enfin qu'inscrire une nouvelle zone naturelle au plan de secteur afin de préserver les habitats naturels relevés par le rapport sur les incidences environnementales ne se justifie pas dès lors que la seconde variante de délimitation des zones d'activité économique est précisément présentée comme une mesure visant à éviter les incidences négatives non négligeables de la mise en œuvre du plan sur ceux-ci ; qu'il ne s'impose dès lors pas de la renforcer par la modification de zones agricoles et forestières inscrites au plan de secteur en vigueur en zone naturelle ; qu'en outre, le rapport sur les incidences environnementales et le « Pôle Aménagement » estiment que l'inscription d'une zone naturelle au plan de secteur sur des biens immobiliers comprenant des milieux biologiques de grand intérêt « ne garantit pas l'application concrète de mesures de gestion écologique souvent nécessaires au maintien de la biodiversité en bon état de conservation » ; qu'il n'y a dès lors pas de raison de se rallier à cette proposition ;

Considérant qu'en application de l'article D.II.21, §3, 1°, du CoDT, le plan de secteur peut comporter des prescriptions supplémentaires portant sur la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 assortissait la zone d'activité économique mixte projetée d'une prescription supplémentaire repérée par le sigle « R.1.1 » interdisant les commerces de détail et les services à la population, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime cette prescription nécessaire en raison de la localisation de la zone ; que les pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » n'ont pas remis en cause cette option ;

Considérant que le décret du 20 juillet 2016 et l'arrêté du 22 décembre 2016, entrés en vigueur le 1^{er} juin 2017 ont modifiés la légende du plan de secteur ; que les prescriptions supplémentaires doivent prendre la forme « *S n° » ; qu'il y a donc lieu de remplacer la prescription « R.1.1 » inscrite au projet de plan par une prescription « *S.89 » ;

Considérant que le Gouvernement confirme sa volonté d'assortir la zone d'activité économique mixte projetée d'une prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.89 » dont la première partie vise l'interdiction des commerces de détail et des services à la population, sauf s'ils sont l'auxiliaire des activités admises dans la zone ;

Considérant qu'afin de garantir la réalisation de dispositifs d'isolement adaptés au contexte naturel particulièrement riche existant aux abords du site, il convient de compléter cette prescription par une seconde partie qui précise que le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière et de 5 mètres ailleurs et qu'il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique ; que cette imposition est justifiée par le caractère environnemental intéressant des alentours du site ;

Considérant par ailleurs que le rapport sur les incidences environnementales relève que la société Carmeuse a pour projet, à moyen ou long terme, d'utiliser la voie ferrée pour le transport des produits de la carrière qu'elle exploite à Frasnes, au sud-ouest du parc d'activités économiques ;

Considérant que ce projet nécessite d'une part de replacer des voies entre la carrière et la ligne de chemin de fer Charleroi - Couvin, et d'autre part de traverser la N5 ; que pour ce faire, et bien que le projet ne soit pas prévu dans un avenir proche, Carmeuse souhaite profiter des travaux d'élargissement de la voirie régionale pour préparer cette traversée (placement dès à présent d'un pont cadre sous la voirie du parc d'activité économique et sous la N5) ;

Considérant que ce projet répond à des objectifs de développement durable à moyen ou long terme dont il faut tenir compte dès la conception de l'aménagement de la nouvelle zone d'activité économique industrielle ;

Considérant qu'il est dès lors judicieux d'assortir la zone d'activité économique industrielle projetée d'une prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.90 » dont la première partie porte sur la précision de l'affectation de la zone et impose de réserver un espace au nord de la zone, parallèlement au RAVeL, destiné à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer en vue de relier la carrière de Frasnes à la ligne Charleroi - Couvin ; que dans le futur la zone d'activité économique industrielle pourrait éventuellement aussi être raccordée au chemin de fer ;

Considérant qu'afin de garantir la réalisation de dispositifs d'isolement adaptés au contexte naturel existant aux abords du site, il convient de compléter cette prescription par une seconde partie qui précise que le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 10 mètres et qu'il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique ; que cette imposition est justifiée par le caractère environnemental intéressant des alentours du site ;

Considérant en conclusion que sur base de l'analyse des recommandations du rapport sur les incidences environnementales et des remarques et observations des pôles, il y lieu d'assurer l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone d'activité économique industrielle de 28,54 ha au sud de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur, en lieu et place d'une zone agricole et assortie d'une prescription réservant un espace à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer ;

- d'une zone d'activité économique mixte de 9,81 ha entre le parc d'activités économiques et le bois dit « Petit Bois », en lieu et place d'une zone agricole de 8,62 ha et d'une zone d'activité économique industrielle de 1,19 ha et assortie d'une prescription supplémentaire portant sur la précision de son affectation de manière à y interdire l'implantation des commerces de détail et des services à la population sauf s'ils sont auxiliaires à des activités admises dans la zone ;

Considérant que cette option s'avère la plus adaptée pour rencontrer les objectifs poursuivis et éviter, ou réduire, les incidences négatives non négligeables de la mise en œuvre du plan ;

Délimitation de la zone économique mixte à inscrire au plan de secteur pour le périmètre secondaire

Considérant que le projet de plan vise à adapter la situation de droit à la situation de fait au niveau du périmètre secondaire ; qu'il consiste à inscrire au plan de secteur une zone d'activité économique mixte en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction le long de la RN939 qui relie le centre de Mariembourg à l'échangeur de la N5 ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales valide cette option mais propose une variante de délimitation du périmètre de la nouvelle zone afin de tenir compte des limites du schéma d'orientation local en vigueur (anciennement plan communal d'aménagement, approuvé le 11 septembre 1973) et en vue d'inclure les bâtiments existants ;

Considérant que la variante permet une meilleure utilisation du territoire ; qu'afin d'avoir une limite clairement définie, la nouvelle zone d'activité économique aura une profondeur de 100 m par rapport à l'alignement ; que la superficie de la zone d'activité économique mixte ainsi configurée sera de 1,49 ha ;

Respect des principes applicables aux révisions du plan de secteur, y compris le choix des compensations (articles D.II.45, §§ 1er, 2 et 3, du CoDT)

Considérant que la variante retenue pour le périmètre principal consiste à inscrire au plan de secteur de nouvelles zones destinées à l'urbanisation (zone d'activité économique mixte et zone d'activité économique industrielle) en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation (zone agricole), sur une superficie de 37,16 ha ;

Considérant que la variante retenue pour le périmètre secondaire consiste à inscrire au plan de secteur une zone d'activité économique mixte en lieu et place d'une zone de dépendances d'extraction sur une superficie de 1,28 ha ; que ces deux zones sont destinées à l'urbanisation ;

Considérant qu'en conséquence les principes applicables aux révisions du plan de secteur visés à l'article D.II.45, §§ 1 à 3, du CoDT s'appliquent uniquement au périmètre principal ;

Considérant que pour le périmètre principal, tant la nouvelle zone d'activité économique industrielle que la nouvelle zone d'activité économique mixte sont attenantes à la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur en vigueur et ne prennent pas la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie mais constitueront au contraire un bloc cohérent ; que les principes énoncés à l'article D.II.45, §§ 1^{er} et 2, du CoDT sont donc respectés ;

Considérant que le projet de plan adopté le 16 juin 2016 retient l'option de modifier la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur située à Mariembourg, au lieu-dit « Terre du Roi », en zone agricole et en zone naturelle, et la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (devenue zone d'aménagement communal concerté à caractère économique) inscrite au plan de secteur en vigueur située à Frasne, en zone agricole, afin de compenser l'inscription au plan de secteur des nouvelles zones destinées à l'urbanisation ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales valide le choix du périmètre dit « Terre du Roi » comme périmètre de compensation planologique au vu du manque d'intérêt du gisement d'argile présent, du potentiel agricole des terres reprises dans le périmètre, ainsi que des contraintes importantes présentes en son sein (site Natura 2000 BE35028 « Bassin fagnard de l'Eau Blanche en aval de Mariembourg » au nord et aléa d'inondation au sud-est) ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales ne valide pas le second périmètre de compensation en raison de sa localisation à proximité d'un ensemble de zones à vocation économique et industrielle, du peu de contraintes à son urbanisation et de la présence d'une activité de loisirs semi-permanente sur le site ;

Considérant que moyennant une adaptation de la limite de la nouvelle zone agricole le long de la chaussée de Philippeville, la superficie des zones non destinées à l'urbanisation inscrites au plan de secteur au titre de compensation planologique sur le site dit « Terre du Roi » s'élève à 37,34 ha ; que cette superficie est suffisante pour compenser l'inscription des 37,16 ha de zones d'activité économique au niveau du périmètre principal ; que le second site de compensation dit « zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Frasnes » (actuellement inscrit en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique) n'est dès lors pas nécessaire au respect du principe énoncé à l'article D.II.45, §3, CoDT ;

Considérant que le périmètre du site Natura 2000 BE35028 compris au sein du site de la compensation dite « Terre du Roi », comprend une ancienne argillère qui prend la forme d'une dépression allongée peu profonde dont le fond, envahi de saules et d'aulnes, présente une série de mares temporaires et permanentes de taille variable, d'un grand intérêt biologique mais en voie d'atterrissement ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève que le site est particulièrement intéressant au point de vue de l'herpétofaune (12 espèces), des odonates et de la végétation (groupements rares, notamment le gazon à *Eleocharis acicularis*) ; que cette argillère est reprise principalement comme unité de gestion temporaire 3 « forêt indigène à statut temporaire », qu'elle est parsemée d'unités de gestion 1 « Milieux aquatiques » et que le long du ruisseau de la Brouffe, un fin cordon actuellement inscrit en zone agricole (0,11 ha) est repris en unité de gestion 7 « Forêts prioritaires alluviales » ; qu'il est donc particulièrement adéquat d'inscrire l'ancienne argillère et le cordon alluvial en zone naturelle (3,22 ha) ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève que l'inscription de l'argillère en zone naturelle « ne constitue (...) pas une mesure suffisante pour concrètement assurer le maintien et l'amélioration de l'état de conservation favorable du site de l'argillère » ; qu'il précise que « l'établissement de conventions de conservation et gestion écologiques » offre davantage de garanties quant à la préservation des milieux d'intérêt même si cette mesure ne relève cependant pas du plan de secteur ;

Considérant que les franges sud et est du site Natura 2000 sont reprises en unité de gestion 11 « terres de culture et éléments anthropiques » ; que le rapport sur les incidences environnementales relève qu'il s'agit en effet de terres cultivées ; qu'il faut dès lors les inscrire en zone agricole, comme les terres cultivées qui l'environnent ; que cela permettra en outre de fixer les limites de la zone naturelle par rapport à des éléments aisément repérables, à savoir au nord-est l'Eau Blanche et pour le reste du périmètre la limite de la zone boisée correspondant à l'ancienne argillère telle que reprise sur la carte I.G.N. ;

Considérant que moyennant ces adaptations, la superficie des zones non destinées à l'urbanisation inscrites au plan de secteur au titre de compensation planologique sur le site dit « Terre du Roi » seront de 34,23 ha de zone agricole et 3,11 ha de zone naturelle, soit 37,34 ha ;

Conclusion

Considérant qu'il ressort de l'analyse du rapport sur les incidences environnementales, ainsi que des observations formulées et des suggestions présentées par les Pôles, qu'il est nécessaire que le parc d'activités économiques de Mariembourg puisse s'étendre ; qu'il convient cependant de modifier le projet de plan adopté le 16 juin 2016 afin de mieux répondre aux objectifs poursuivis tout en minimisant les impacts sur l'environnement ;

Considérant dès lors que le projet adopté, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pourra, en application des articles D.VIII.4 et R.VIII.4-1 du CoDT, être transmis aux collèges communaux qui seront désignés par le directeur général du SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ou, à défaut, l'inspecteur général du Département de l'Aménagement et de l'Urbanisme du SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, pour être soumis à l'enquête publique ;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planche 57/4) relatif à l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle ;
- de deux zones d'activité économique mixte ;
- d'une zone agricole ;
- * d'une zone naturelle ;

* sur le territoire de la commune de Couvin (Mariembourg),

est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La zone d'activité économique mixte est assortie d'une prescription supplémentaire repérée sur le plan par le sigle « *S.89 » portant sur la spécialisation de l'affectation de la zone et rédigée comme suit :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'implanter dans la zone repérée *S.89 sauf s'ils sont auxiliaires des activités admises dans la zone.

Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 8 mètres le long de la lisière forestière et de 5 mètres ailleurs. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique. ».

Art. 3. La zone d'activité économique industrielle est assortie d'une prescription supplémentaire repérée sur le plan par le sigle « *S.90 » portant sur la spécialisation de l'affectation de la zone et rédigée comme suit :

« Parallèlement au RAVeL, un espace est réservé à la remise en service de l'ancienne ligne de chemin de fer située au nord la zone repérée *S.90 et reliant la carrière de Frasnès à la ligne Charleroi – Couvin.

Le périmètre ou dispositif d'isolement obligatoire aura une largeur minimum de 10 mètres. Il sera constitué et entretenu afin d'en assurer la vocation écologique par le maintien ou la restauration et la gestion de biotopes favorisant la biodiversité et participant au maillage écologique. ».

Art. 4. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie est chargé de solliciter, après l'enquête publique, l'avis des pôles « Environnement » et « Aménagement du Territoire », en application de l'article D.II.49, §7, du CoDT.

Namur, le 21 avril 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE LOGEMENT PATRIMOINE ENERGIE
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBAINISME
 DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL



Wallonie
territoire
SPW

PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE PHILIPPEVILLE - COUVIN
 pris en application de l'article 49, §3, du CoDT
 en vue de l'extension de la zone d'activité économique de Mariembourg,
 sur le territoire de la commune de COUVIN (Mariembourg et Frasnes)

Planche IGN 5714 SUD et 5718 NORD

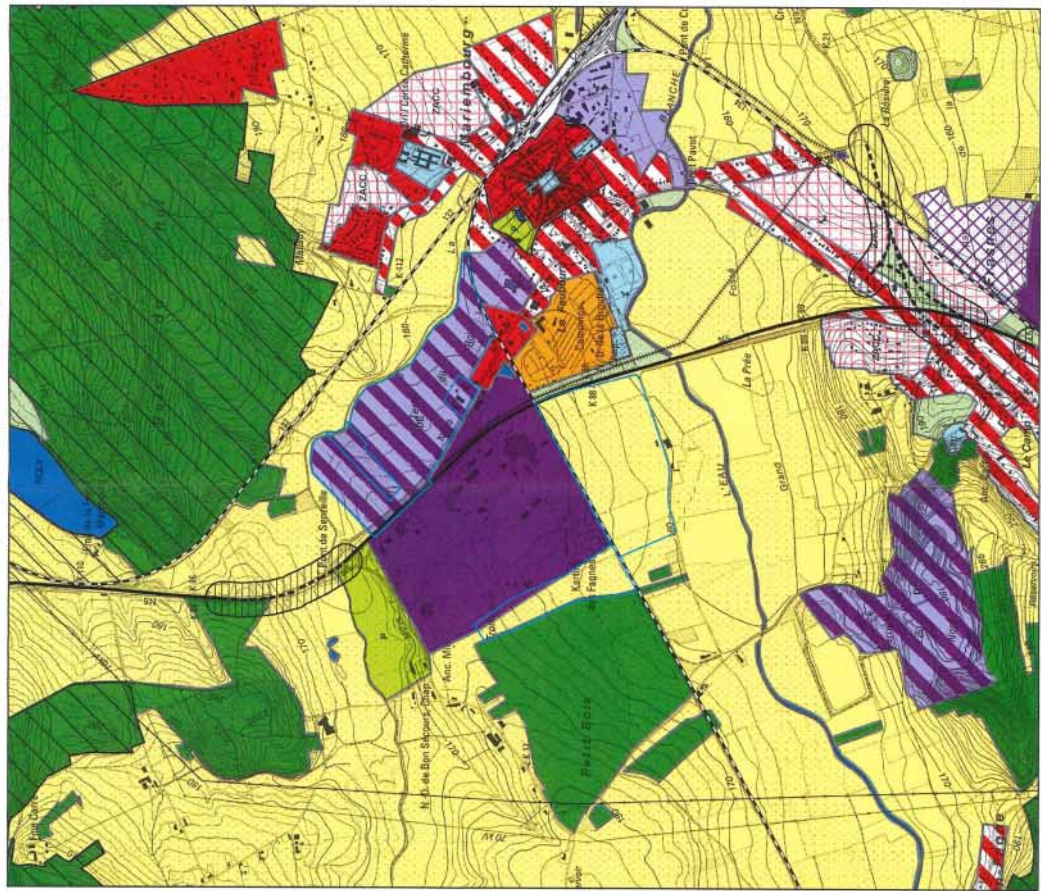
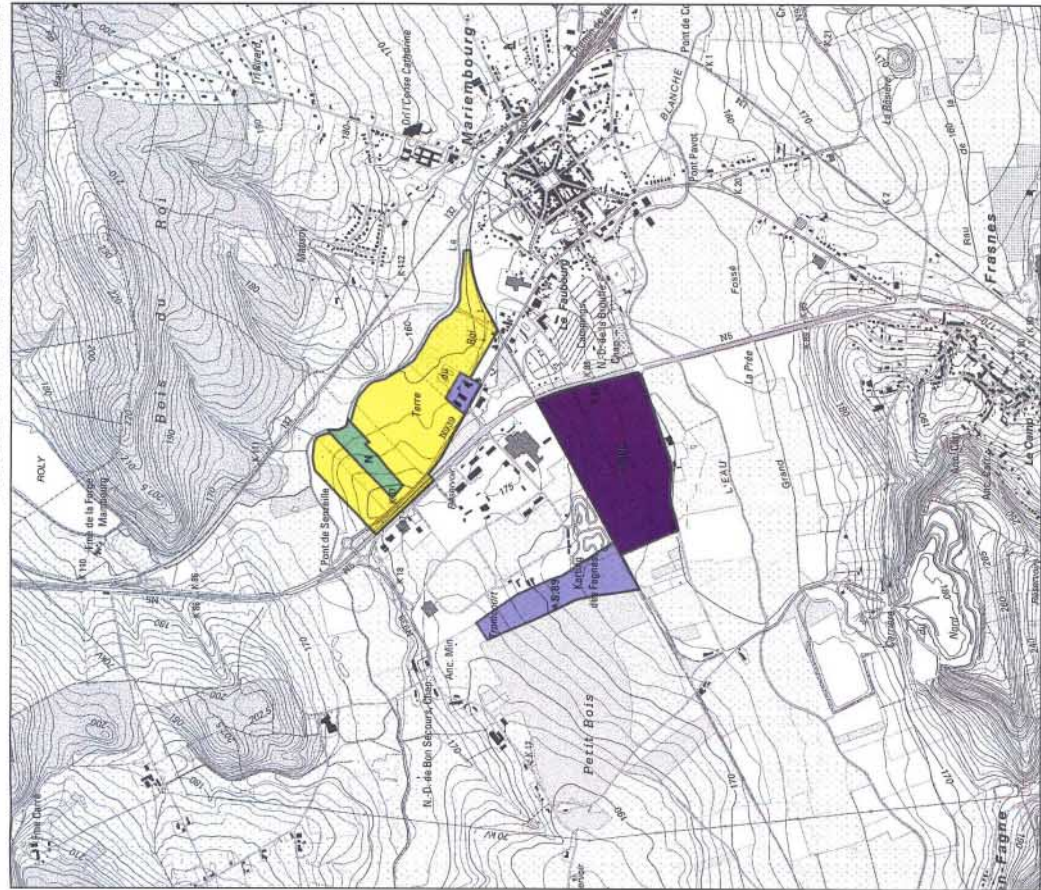
Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre de l'Aménagement du territoire - Le Ministre Président

WILLY BORSUS

EILIO DI RUPO

PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR

PLAN DE SECTEUR



Carte réalisée par SPW / TPE / DATU / DDT (JCU-VH-PB) le 09/09/2021 090000375/REV13

La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

— Périmètre concerné par le projet de révision

0 100 200 300 400 500 600 700 800 900 1000 Mètres

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/41010]

21 APRIL 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming, in toepassing van artikel D.II.49, § 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, van het ontwerp van herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (blad 57/4) met betrekking tot de opnemings van een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes, in het verlengde van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5, evenals een landbouwgebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg)

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling (CoDT) ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024, goedgekeurd door het Waals Parlement op diens zitting van 13 september 2019;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het gewestplan Philippeville-Couvin, definitief vastgesteld bij koninklijk besluit van 24 april 1980, en de latere herzieningen daarvan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 tot herziening van de bladen 57/4 en 57/8 van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de uitbreiding van de bedrijfsruimte Mariembourg, tot aanneming van het voorontwerp van plan en tot besluit om een impactstudie van het voorontwerp van plan te laten uitvoeren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van:

- een industriële bedrijfsruimte en twee gemengde bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg), in het verlengde van de industriële bedrijfsruimte gelegen langs de N5,

- de planologische compensaties in verband met het grondgebied van dezelfde gemeente (Mariembourg en Frasnès).

Overwegende dat de "BEP Expansion" het bureau "Pissart Architecture et environnement" (rue de la Métal, 6 4870 Trooz) op 6 december 2016 de opdracht heeft gegeven om de plan-effectenstudie uit te voeren en de minister hiervan op 9 december 2016 in kennis heeft gesteld; dat de auteur van het project naar behoren is goedgekeurd en niet is aangevochten;

Overwegende dat sinds 1 juni 2017, de datum van inwerkingtreding van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, de in artikel D.II.48, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling bedoelde procedure is toegepast en dat, overeenkomstig het bepaalde in artikel D.II.65, §2 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, het besluit van de Waalse regering van 16 juni 2016 tot goedkeuring van het voorontwerp van plan gelijk staat met een herzieningsbeslissing, voorlopige vaststelling van het gewestplan, voorlopige vaststelling van de compensaties en het basisdossier in de zin van de artikelen D.II.44 en D.II.48, §5 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling en dat de milieueffectenstudie die op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek in uitvoering is, wordt voortgezet en bij voltooiing het milieueffectenrapport vormt ;

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" en de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" regelmatig zijn geïnformeerd over de voortgang van de voorlopige analyses en de opstelling van het milieueffectrapport; dat zij opmerkingen hebben geformuleerd en suggesties hebben gedaan op 13 oktober en 14 november 2017 over fase I en op 26 en 28 juni 2019 over de gewijzigde fase I en over fase II; dat de gemeenteraad van Couvin geen gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit heeft opgericht;

Overwegende dat vervolgens enkele kleine correcties en aanvullingen in het milieueffectrapport zijn aangebracht en de niet-technische samenvatting is toegevoegd; dat de versie waarin deze correcties en aanvullingen zijn verwerkt, op 27 mei 2021 is ingediend bij de minister van Ruimtelijke Ordening;

Fase I van het milieueffectrapport: ruimtebehoeften voor economische activiteiten en locatie van nieuwe bedrijfsruimtes

Overwegende dat in de eerste fase van het milieueffectenverslag de relevante aspecten van de sociaal-economische situatie van het economisch deelgebied Philippeville, het referentiegebied van het ontwerpplan, worden geanalyseerd; dat daarin wordt bevestigd dat er behoefte bestaat aan industriële bedrijfsruimtes en gemengde bedrijfsruimtes, en dat het beschikbare aanbod van terreinen die voor economische bedrijvigheid kunnen worden bestemd, zwak is;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt geconcludeerd dat het ontwerpplan beantwoordt aan de behoeften van de gemeenschap, met name op het stuk van het scheppen van werkgelegenheid;

Overwegende dat het milieueffectenverslag een lijst van locatiecriteriën voor de geplande economische ontwikkeling heeft opgesteld op basis van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, het besluit tot aanneming van het ontwerpplan, het besluit tot vaststelling van de inhoud van het milieueffectenverslag, een onderzoeksnota van de permanente Conferentie voor ruimtelijke ontwikkeling over de optimale locatiecriteriën voor nieuwe activiteiten en lokale documenten en projecten

Overwegende dat in het milieueffectenverslag het beginsel wordt gevalideerd dat nieuwe bedrijfsruimtes in de nabijheid van de N5 moeten worden aangelegd, met name gezien de mogelijkheden die de geleidelijke opwaardering tot autosnelwegniveau biedt;

Overwegende dat in het milieueffectrapport geen alternatieve locatie is aangegeven die beter of even goed beantwoordt aan de in het ontwerpplan vastgestelde criteria; dat het derhalve de locatie van de nieuwe bedrijfsruimte ten westen van de N5 heeft gevalideerd, als zuidelijke en zuidwestelijke uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte die is opgenomen in het vigerende gewestplan te Mariembourg;

Overwegende dat de uitbreiding van de bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is opgenomen, het mogelijk zal maken de uitrusting rendabel te maken, synergieën tussen bestaande en toekomstige bedrijven tot stand te brengen en tegemoet te komen aan de behoeften van bedrijven die van plan zijn hun activiteiten op het terrein uit te breiden;

Overwegende derhalve dat het milieueffectrapport de sociaal-economische gegrondheid van het project en van de locatie ervan niet in twijfel trekt; dat het integendeel van oordeel is dat het ontwerpplan vanuit sociaal-economisch oogpunt gerechtvaardigd is en dat het relevant is het bedrijventerrein van Mariembourg te versterken door de in het huidige gewestplan opgenomen industriële bedrijfsruimte uit te breiden en door in het gewestplan een gemengde bedrijfsruimte op te nemen die aan deze laatste grens; dat deze analyse moet worden onderschreven ;

Fase II van het Milieueffectenverslag

Overwegende dat in de tweede fase van het milieueffectenverslag wordt opgemerkt dat het project, zoals het op 16 juni 2016 is aangenomen, bepaalde gevolgen zal hebben voor het milieu; dat in het verslag derhalve verschillende suggesties en alternatieven worden voorgesteld om het te verbeteren;

Afbakening van de bedrijfsruimtes die moeten worden opgenomen in het gewestplan voor de voornaamste omtrek

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt opgemerkt :

- vanuit het oogpunt van het behoud van de wilde fauna en flora:

* dat beschermde soorten en tamelijk kwetsbare tot zeer kwetsbare natuurlijke habitats aanwezig zijn binnen de grenzen van de voorgestelde gemengde bedrijfsruimte, met name :

- aan de westkant beschermde, bedreigde of tot het erfgoed behorende dier- en plantensoorten, zoals de verwaarloosde orchis (*Dactylorhiza praetermissa*), de gladde slang (*Coronella austriaca*), de muurhagedis (*Podarcis muralis*) alsook de rugstreeppad (*Bufo calamita*) en de vroedmeesterpad (*Alytes obstetricans*), op een historisch kunstmatig terrein, dat met name een rietveld en struikgewas op kalksteen omvat;

- in het centrale gedeelte, een mozaïek van natuurlijke habitats, waaronder met name een wilgenbosje en een megaphorbia op de plaats van een voormalige kleiput, die een milieu vormen dat van bijzonder belang is voor amfibieën, avifauna en entomofauna;

* dat de inventarisaties en waarnemingen van het departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst reeds hadden aangetoond dat deze twee gebieden een zeker biologisch belang hebben en potentieel voor de ontwikkeling van de biodiversiteit;

* dat hun ligging in de vallei van de Eau Blanche en hun verbinding met het Natura 2000-netwerk, via de verlaten spoorlijn, hun belang versterken voor de totstandbrenging van lokale en regionale ecologische netwerken;

- uit het oogpunt van de landbouwactiviteit :

* dat de onroerende goederen binnen de herzieningsomtrek goede landbouwgrond zijn, hetgeen betrekkelijk zeldzaam is, gezien de vrij vlakke topografie, de goede blootstelling en de eenvoudige vorm;

* dat een landbouwer bijzonder bezorgd is over het verlies van landbouwgrond (ongeveer 15% van zijn grasland);

* dat er wel regelingen kunnen worden getroffen met uittredende landbouwers om grond te ruilen ter compensatie van het verlies van landbouwgrond;

- vanuit een mobiliteitsperspectief :

* dat de opheffing van het kruispunt tussen de Rue du Moulin de Tromcourt en de N5, dat is gepland in het kader van de aanpassing ervan tot autosnelwegniveau, vereist dat een oplossing wordt gevonden voor de voertuigen die de geplande uitbreiding van het bedrijvenpark verlaten en in de richting van Couvin rijden, hetzij door de afrit aan de Rue du Moulin de Tromcourt te behouden, hetzij via de afrit aan de Rue Derrière la Brouffe;

* dat parallel aan het RAVeL-project een project loopt voor de reactivering van de verlaten spoorlijn die ten noorden van de geplande industriële bedrijfsruimte loopt en waarvan het tracé in het huidige gewestplan is opgenomen;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling ook erkent dat er op regionale schaal een coherent ecologisch netwerk moet worden verzekerd tussen de kalkgraslanden en de aanverwante milieus die elkaar opvolgen binnen de Fagne, met name langs de valleien van Eau Blanche en Viroin;

Overwegende dat vanuit het oogpunt van natuurbehoud in het milieu-effectenverslag wordt gesteld dat het ontwerpplan "niet voorziet in concrete maatregelen om de te verwachten negatieve gevolgen voor de twee aangewezen kwetsbare gebieden en gebieden met ecologisch potentieel volledig te voorkomen of aanzienlijk te verminderen" op de percelen die zouden worden aangewezen als gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat in het verslag over de milieu-effecten derhalve wordt gesteld dat "bij het voorstellen van afbakeningsvarianten moet worden gezocht naar maatregelen om de effecten te vermijden en te verminderen, zodat een evenwichtig compromis kan worden bereikt tussen de doelstellingen van het economisch project en die van het natuurbehoud";

Overwegende dat het inderdaad van essentieel belang is rekening te houden met de natuurlijke habitats van groot belang waarop in het milieueffectenverslag de aandacht wordt gevestigd;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag twee afbakeningsvarianten worden voorgesteld die aan deze doelstelling beantwoorden:

- dat de eerste variant voorstelt :

* om de geplande industriële bedrijfsruimte te behouden;

* het westelijke uiteinde van de geplande gemengde bedrijfsruimte te schrappen en een natuurgebied van 3,75 ha in het gewestplan op te nemen ter vervanging van een landbouwgebied die in het huidige gewestplan is opgenomen;

* het evenwicht in de geplande gemengde bedrijfsruimte te bewaren en een aanvullende eis op te nemen betreffende de fasering van de ingebruikneming van een deel van deze ruimte - ongeveer 7 ha - zodat deze zone pas in gebruik kan worden genomen wanneer de duurzaamheid van de natuurlijke habitats die zich binnen haar omtrek bevinden, wordt gewaarborgd door passende beheersmethoden;

- dat de tweede variant voorstelt :

* de geplande industriële bedrijfsruimte met ongeveer 80 m naar het westen uit te breiden ter vervanging van het landbouwgebied in het huidige gewestplan;

* om de geplande gemengde bedrijfsruimte te schrappen;

* in het gewestplan een natuurgebied van 9,9 ha op te nemen ter vervanging van de ten westen van de geplande uitbreiding gelegen landbouw- en bosgebieden;

Overwegende dat in de twee varianten van de afbakening wordt voorgesteld om in het gewestplan een gemengde bedrijfsruimte met een oppervlakte van 9,32 ha op te nemen, tussen het bestaande bedrijventerrein en het bos bekend onder de naam "Petit Bois", ter vervanging van een landbouwgebied en een rand van de industriële bedrijfsruimte die in het vigerende gewestplan is opgenomen;

Overwegende dat de eerste variant, aldus geconfigureerd, erin bestaat het volgende in het gewestplan op te nemen:

- een industriële bedrijfsruimte van 25,51 ha in plaats van een landbouwgebied;
- een gemengde bedrijfsruimte van 20,82 ha (waarvan ongeveer 5 ha bestemd zou zijn voor natuurbescherming) ter vervanging van een landbouwgebied en, subsidiair, twee bosgebieden en een industriële bedrijfsruimte;
- een natuurgebied van 3,75 ha in plaats van een landbouwgebied;

Overwegende dat de tweede variant, aldus geconfigureerd, erin bestaat het volgende in het gewestplan op te nemen:

- ...* een industriële bedrijfsruimte van 27,76 ha in plaats van een landbouwgebied;
- * een gemengde bedrijfsruimte met een oppervlakte van 9,32 ha, ter vervanging van een landbouwgebied met een oppervlakte van 8,27 ha en een industriële bedrijfsruimte met een oppervlakte van 1,05 ha;
- een natuurgebied van 9,9 ha in plaats van een landbouw- en bosgebieden;

Overwegende dat de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" eerst een derde variant heeft voorgesteld, namelijk het opgeven van een deel van de geplande gemengde bedrijfsruimte, het verplaatsen ervan tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd "Petit Bois", en het opnemen van een deel van dit bos als gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan; dat het milieueffectenverslag deze laatste variant niet overneemt omdat deze zou leiden tot de vernietiging van de rand van een bos dat overeenkomt met een "zeer oude habitat van grote biologische waarde";

Overwegende dat de beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" dan van mening is dat "de twee door de auteur van de studie voorgestelde varianten van afbakening een zwakker biologisch effect zullen hebben dan het oorspronkelijke herzieningsproject" en "dat het dienstig zou zijn een van de twee afbakeningsvarianten te benadrukken naar gelang van de relevantie en de doeltreffendheid van de gekozen beheersmethode, gekoppeld aan de duurzaamheid van de habitats van biologisch belang";

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" "ingenomen is met de kwaliteit van het hoofdstuk over biodiversiteit" en "afbakeningsvariant 2 steunt"; dat zij van oordeel is dat "deze variant beantwoordt aan de behoeften van de bedrijfsruimtes en tegelijk de meest gevoelige biologische habitats behoudt";

Overwegende dat de eerste variant van de afbakening ongeveer 5 ha natuurlijke habitats in de nieuwe gemengde bedrijfsruimte omvat; dat het mogelijk is de bescherming daarvan te waarborgen, maar ten koste van een zekere versnippering van het daadwerkelijk voor economische activiteit bestemde gebied en van complexere en kostbaardere ontwikkelingen, met name op het niveau van de wegen;

Overwegende dat de tweede afbakeningsvariant op evenwichtige wijze beantwoordt aan de in het ontwerpplan vastgestelde economische behoeften en zich niet uitstrekt tot in het gebied waar zich natuurlijke habitats bevinden;

Overwegende dat de mogelijkheid om een gemengde bedrijfsruimte in te richten tussen het bestaande bedrijventerrein en het bos genaamd "Petit Bois" het belang biedt om een compact geheel te vormen met de industriële bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is opgenomen en de uitbreiding daarvan; dat in het milieueffectenverslag wordt uitgelegd dat de geringe diepte van het gebied zich bijzonder goed leent voor de ontwikkeling van gebouwen voor gemengde bedrijfsruimte van het type halfvrijstaand; dat deze configuratie een rationeel ruimtegebruik mogelijk maakt ;

Overwegende dat de opname in het gewestplan van een gemengde bedrijfsruimte tussen het bestaande bedrijvenpark en het bos dat bekend staat als "Petit Bois" geen fundamentele wijziging inhoudt van de gevolgen van het ontwerpplan voor de landbouwactiviteit op het niveau van het gewestplan; dat deze opname er daarentegen wel toe zal leiden dat de landbouwer die het meest door het ontwerpplan wordt getroffen, van extra gebieden voor landbouwactiviteit verstoken blijft;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt voorgesteld ruil van landbouwgrond te organiseren om de economische levensvatbaarheid van het betrokken landbouwbedrijf in stand te houden; dat de milieu-eenheid dit voorstel steunt; dat de uitvoering van deze maatregel echter niet binnen de werkingssfeer van het gewestplan valt;

Overwegende dat, wat de mobiliteit betreft, in het milieueffectenverslag verschillende scenario's worden geanalyseerd en wordt aangetoond dat het mogelijk zal zijn de toegang tot de uitbreidingen van het bedrijvenpark op een coherente en veilige manier te organiseren, welke variant ook wordt gekozen;

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" "de verschillende scenario's met betrekking tot mobiliteit waardeert, rekening houdend met het huidige wegennet en de nieuwe configuratie van de N5"; dat met betrekking tot "het bereikbaarheidsscenario x3, gezien het reeds bestaande verkeer in verband met de steengroeve, de aandacht wordt gevestigd op de kruising van de verkeersstromen en, bijgevolg, op de noodzaak om de verbinding tussen de nieuwe weg en de Rue de Derrière la Brouffe te verzekeren"; dat het aan de instantie die de bouwvergunning zal afgeven zal zijn om zich uit te spreken over de gedetailleerde kenmerken en de uitrusting van de wegen;

Overwegende dat, wat de opname van nieuwe bedrijfsruimtes betreft, in de tweede variant wordt voorgesteld het westelijke uiteinde en het centrale deel van de bedrijfsruimtes die in het op 16 juni 2016 goedgekeurde project zijn opgenomen, uit te sluiten; dat deze variant het dus mogelijk maakt bijna alle in het milieueffectenverslag geïdentificeerde vrij kwetsbare, zeer kwetsbare en hoog kwetsbare habitats uit te sluiten, met name het rietland, het struikgewas en het struweel op kalksteen, het wilgenbosje en de megaphorbia; dat deze variant bijgevolg ook de meeste populaties spaart van de beschermde, bedreigde of tot het erfgoed behorende dier- en plantensoorten die in dit gebied zijn vermeld en hierboven zijn genoemd ;

Overwegende dat de tweede variant het dus mogelijk maakt zowel het grootste deel van de geïnventariseerde kwetsbare natuurlijke habitats te behouden als een toereikende en goed ingerichte bedrijfsruimte te bieden; dat er dus redenen zijn om dit voorstel te steunen;

Overwegende dat er niettemin verscheidene heggen zijn binnen de omtrek van de voorgestelde industriële bedrijfsruimte, waarvan sommige gevoelige open heggen zijn die het waard zouden zijn behouden te blijven;

Overwegende dat het « Bureau économique de la Province de Namur » op 22 mei 2015 met het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Minister van Natuur, een "Handvest voor "Natuur toegelaten" bedrijfsruimtes in de Provincie Namen heeft ondertekend, in het kader van het "Natuur netwerk Wallonië"; dat dit handvest tot doel heeft de mogelijkheden om wilde dieren te verwelkomen waar mogelijk en door elke actor op het terrein in het kader van zijn activiteiten te verbeteren;

Overwegende dat het « Bureau économique de la Province de Namur » zich door de ondertekening van dit handvest er met name toe verbindt de nieuwe bedrijfsruimtes zodanig te ontwerpen en te ontwikkelen dat de biodiversiteit wordt bevorderd, met name door de voorkeur te geven aan inheemse soorten, door vooraf overleg te plegen met het Departement voor Natuur en Bos, door de bestaande natuurlijke elementen van ecologisch belang te vrijwaren en, in geval van restimpact, door de mogelijkheden te onderzoeken om de natuurlijke habitats te herstellen;

Overwegende dat wat de bestaande parken betreft, zoals het park van Mariembourg, het Bureau économique de la Province de Namur zich er met name toe heeft verbonden de plaatselijke inheemse soorten te begunstigen en ontwikkelingen ten gunste van de inheemse fauna en flora door te voeren;

Overwegende dat de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Mariembourg zal worden ontworpen op basis van de beginselen van dit handvest, hetgeen impliceert dat de meeste heggen, met name de oude, behouden zullen blijven en dat, indien sommige heggen gedeeltelijk moeten worden verwijderd, nieuwe heggen met potentieel dezelfde kenmerken zullen worden aangelegd; dat aldus een volledig en coherent ecologisch netwerk tot stand zal worden gebracht;

Overwegende dat, aangezien het merendeel van de bestaande hagen loodrecht op het tracé van de toekomstige RAVeL staat, de aanleg van een rationeel terrein, georganiseerd rond een efficiënt en samenhangend wegennet, het mogelijk zal maken het merendeel van de hagen te behouden en een efficiënt en aantrekkelijk bedrijfsruimte aan te leggen;

Overwegende voorts dat langs het tracé van de RAVeL ook interessante milieus zijn geïdentificeerd, dat op deze plaats en langs de gehele buitenrand van het bedrijvenpark zal worden voorzien in isolatievoorzieningen, dat interessante milieus voor de ontwikkeling van de plaatselijke flora en fauna niet alleen zullen worden behouden, maar ook zullen worden gecreëerd waar zij thans niet bestaan, hetgeen zal bijdragen tot de totstandbrenging van een beter ecologisch netwerk;

Overwegende voorts dat binnen deze isolatievoorzieningen voorzieningen zouden kunnen worden getroffen om het van de wegen afstromende water op te vangen, te temporiseren en te infiltreren in een netwerk van greppels en kleine infiltratiebekkens; dat deze voorzieningen, mits zij op de juiste wijze worden aangelegd, het dubbele voordeel hebben dat zij voor amfibieën gunstige vochtige gebieden creëren en het regenwater vasthouden om bij te dragen tot de bestrijding van de stroomafwaartse overstromingen;

Overwegende ten slotte dat de opnemings van een nieuw natuurgebied in het gewestplan met het oog op het behoud van de in het milieueffectenverslag aangewezen natuurlijke habitats niet gerechtvaardigd is, aangezien de tweede variant van de afbakening van de bedrijfsruimtes juist wordt voorgesteld als een maatregel ter voorkoming van de niet te verwaarlozen negatieve gevolgen van de uitvoering van het plan voor deze gebieden; dat het derhalve niet nodig is deze variant te versterken door de in het vigerende gewestplan opgenomen landbouw- en bosgebieden te wijzigen in een natuurgebied; Voorts zijn het milieueffectenverslag en de beleidsgroep Ruimtelijke Ordening van mening dat de opnemings van een natuurgebied in het gewestplan voor onroerende goederen die biologische milieus van groot belang bevatten "geen garantie biedt voor de concrete toepassing van ecologische beheersmaatregelen die vaak noodzakelijk zijn om de biodiversiteit in een goede staat van instandhouding te houden"; dat er dus geen reden is om met dit voorstel in te stemmen;

Overwegende dat het gewestplan, overeenkomstig artikel D.II.21, § 3, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, bijkomende voorschriften kan bevatten met duidelijker of gespecialiseerde informatie over de gebiedsbestemming;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 de overwogen gemengde bedrijfsruimte koppelde aan een bijkomend voorschrift, gemerkt met het letterwoord "R.1.1. » voor het verbod op de vestiging van kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking, behalve als ze bijstand verlenen aan de in het gebied toegelaten activiteiten;

Overwegende dat het milieueffectenverslag deze eis noodzakelijk acht vanwege de ligging van het gebied; dat de beleidsgroepen "Ruimtelijke ordening" en "Leefmilieu" deze optie niet ter discussie hebben gesteld;

Overwegende dat het decreet van 20 juli 2016 en het besluit van 22 december 2016, in werking getreden op 1 juni 2017, de legenda van het gewestplan hebben gewijzigd; dat de bijkomende voorschriften de vorm "S nr dienen aan te nemen ; dat er bijgevolg aanleiding toe bestaat het voorschrift "R.1.1" opgenomen in het ontwerp-plan te vervangen door een voorschrift "S.89";

Overwegende dat de Regering haar voornemen bevestigt om de overwogen gemengde bedrijfsruimte te koppelen aan een bijkomend voorschrift, gemerkt met het letterwoord "S.89 » waarvan het eerste deel erop gericht is detailhandel en dienstverlening aan de bevolking te verbieden, behalve als ze bijstand verlenen aan de in het gebied toegelaten activiteiten;

Overwegende dat, om te garanderen dat de isolatievoorzieningen zijn aangepast aan de bijzonder rijke natuurlijke context in de omgeving van het gebied, deze bepaling moet worden aangevuld met een tweede deel waarin wordt gespecificeerd dat de omtrek van de verplichte isolatievoorziening een minimumbreedte van 8 meter langs de bosrand en 5 meter elders zal hebben en dat zij zodanig zal worden aangelegd en onderhouden dat haar ecologische roeping wordt gegarandeerd door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die bevorderlijk zijn voor de biodiversiteit en deel uitmaken van het ecologische netwerk; dat deze verplichting wordt gerechtvaardigd door het interessante milieukarakter van de omgeving van het gebied;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt opgemerkt dat de onderneming Carmeuse op middellange of lange termijn plannen heeft om de spoorlijn te gebruiken voor het vervoer van de producten van de steengroeve die zij exploiteert in Frasnes, ten zuidwesten van het bedrijvenpark;

Overwegende dat dit project enerzijds de verlegging van de sporen tussen de steengroeve en de spoorlijn Charleroi - Couvin en anderzijds de kruising van de N5 vereist; dat Carmeuse daartoe, en hoewel het project niet in de nabije toekomst is gepland, gebruik wil maken van de verbredingswerken van de gewestweg om deze kruising voor te bereiden (plaatsing van een kaderbrug onder de weg van het bedrijvenpark en onder de N5);

Overwegende dat dit project beantwoordt aan doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling op middellange of lange termijn, waarmee rekening moet worden gehouden bij het ontwerp van de nieuwe industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat het derhalve verstandig is om aan de geplande industriële bedrijfsruimte een bijkomend voorschrift toe te voegen dat is voorzien van het letterwoord "S.90 "Het eerste deel van deze bepaling betreft de precisering van het gebruik van de ruimte en legt de reservering op van een ruimte ten noorden van de ruimte, evenwijdig aan de RAVeL, bestemd voor de reactivering van de oude spoorlijn om de steengroeve van Frasnes te verbinden met de lijn Charleroi - Couvin; dat in de toekomst de industriële bedrijfsruimte eventueel ook op de spoorlijn zou kunnen worden aangesloten;

Overwegende dat, om te garanderen dat de isolatievoorzieningen zijn aangepast aan de bijzonder rijke natuurlijke context in de omgeving van het gebied, deze bepaling moet worden aangevuld met een tweede deel waarin wordt gespecificeerd dat de omtrek van de verplichte isolatievoorziening een minimumbreedte van 10 meter zal hebben en dat zij zodanig zal worden aangelegd en onderhouden dat haar ecologische roeping wordt gegarandeerd door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die bevorderlijk zijn voor de biodiversiteit en deel uitmaken van het ecologische netwerk; dat deze verplichting wordt gerechtvaardigd door het interessante milieukarakter van de omgeving van het gebied;

Overwegende dat op basis van de analyse van de aanbevelingen van het milieueffectenverslag en de opmerkingen en kanttekeningen van de polen kan worden geconcludeerd dat het gewestplan moet worden geregistreerd:

- een zone voor industriële bedrijfsruimte van 28,54 ha ten zuiden van de industriële bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is geregistreerd, ter vervanging van een landbouwgebied en met een voorschrift dat een ruimte reserveert voor de reactivering van de oude spoorlijn;

- een gemengde bedrijfsruimte van 9,81 ha tussen het bedrijvenpark en het bos genaamd "Petit Bois", ter vervanging van een landbouwgebied van 8,62 ha en een industriële bedrijfsruimte van 1,19 ha, met een aanvullende bepaling betreffende de nauwkeurigheid van de toewijzing ervan, teneinde de vestiging van detailhandelszaken en diensten aan de bevolking te verbieden, tenzij deze een aanvulling vormen op de in de ruimte toegestane activiteiten;

Overwegende dat deze optie het meest geschikt blijkt om de nagestreefde doelstellingen te verwezenlijken en de niet-verwaarloosbare negatieve gevolgen van de uitvoering van het plan te voorkomen of te beperken;

Afbakening van de gemengde bedrijfsruimte die moet worden opgenomen in het gewestplan voor de secundaire omtrek

Overwegende dat het ontwerp-plan tot doel heeft de juridische situatie aan te passen aan de feitelijke situatie op het niveau van de secundaire omtrek; dat het erin bestaat in het gewestplan een gebied van gemengde bedrijfsruimte op te nemen ter vervanging van een gebied van aanhorigheden van ontginningen langs de RN939 dat het centrum van Mariembourg met het knooppunt N5 verbindt;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag deze optie wordt gevalideerd, maar een variant van de omtrek van het nieuwe gebied wordt voorgesteld om rekening te houden met de grenzen van het huidige plaatselijke oriëntatieplan (voorheen het gemeentelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd op 11 september 1973) en om de bestaande gebouwen op te nemen;

Overwegende dat de variant een beter gebruik van het grondgebied mogelijk maakt; dat, om een duidelijk afgebakende grens te hebben, de nieuwe bedrijfsruimte een diepte van 100 m ten opzichte van het tracé zal hebben; dat de oppervlakte van de aldus gevormde gemengde bedrijfsruimte 1,49 ha zal bedragen;

Naleving van de beginselen die van toepassing zijn op herzieningen van het gewestplan, met inbegrip van de keuze van compensaties (artikel D.II.45, §§ 1, 2 en 3, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling)

Overwegende dat de voor de hoofdomtrek gekozen variant erin bestaat in het gewestplan nieuwe gebieden voor verstedelijking (gebied voor gemengde bedrijfsruimtes en zone voor industriële bedrijfsruimtes) op te nemen ter vervanging van gebieden die niet voor verstedelijking zijn bestemd (landbouwgebied), op een oppervlakte van 37,16 ha ;

Overwegende dat de voor de secundaire perimeter gekozen variant erin bestaat in het gewestplan een gebied van gemengde bedrijfsruimte op te nemen in plaats van een gebied van aanhorigheden van ontginningen over een oppervlakte van 1,28 ha; dat deze twee gebieden bestemd zijn voor verstedelijking;

Overwegende dat derhalve de beginselen die van toepassing zijn op herzieningen van het gewestplan als bedoeld in artikel D.II.45, §§ 1 tot en met 3, van het Wetboek voor Ruimtelijke ontwikkeling alleen van toepassing zijn op de hoofdomtrek;

Overwegende dat wat de hoofdomtrek betreft, zowel de nieuwe industriële bedrijfsruimte als de nieuwe gemengde bedrijfsruimte grenzen aan de industriële bedrijfsruimte die in het huidige gewestplan is opgenomen en niet de vorm aannemen van een lintbebouwing langs de weg, maar in plaats daarvan een samenhangend blok zullen vormen; dat de beginselen van artikel D.II.45, §§ 1 en 2, van het Wetboek voor Ruimtelijke ontwikkeling derhalve in acht worden genomen;

Overwegende dat het op 16 juni 2016 vastgestelde ontwerpplan de mogelijkheid behoudt om de in het vigerende gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen, gelegen te Mariembourg, op de plaats "Terre du Roi", te wijzigen in een landbouwgebied en in een natuurgebied, en de in het vigerende gewestplan opgenomen gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter (die een gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, is geworden), gelegen te Frasne, in een landbouwgebied, ter compensatie van de opnemings van de nieuwe voor verstedelijking bestemde gebieden in het gewestplan;

Overwegende dat het milieueffectenverslag de keuze van de zogenaamde "Terre du Roi"-omtrek als planologische compensatieomtrek valideert, gelet op het gebrek aan belang van de aanwezige kleiafzetting, het landbouwpotentieel van de in de omtrek gelegen gronden, alsook de aanzienlijke beperkingen die binnen de omtrek aanwezig zijn (Natura 2000-gebied BE35028 "Bassin fagnard de l'Eau Blanche en aval de Mariembourg" in het noorden en het overstromingsgevaar in het zuidoosten);

Overwegende dat het milieueffectenverslag de tweede compensatieomtrek niet valideert wegens de ligging ervan in de nabijheid van een groep economische en industriële ruimtes, de weinige beperkingen voor de verstedelijking ervan en de aanwezigheid van een semi-permanente vrijetijdsactiviteit op het terrein;

Overwegende dat door aanpassing van de begrenzing van het nieuwe landbouwgebied langs de weg van Philippeville, de oppervlakte van de niet voor verstedelijking bestemde gebieden die in het gewestplan als planologische compensatie zijn ingeschreven op het terrein dat bekend staat als "Terre du Roi", 37,34 ha bedraagt; dat deze oppervlakte toereikend is om de 37,16 ha bedrijfsruimtes die in de hoofdomtrek zijn geregistreerd, te compenseren; dat de tweede compensatielocatie, die bekend staat als "Frasnes gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter" (thans geregistreerd als gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is), derhalve niet noodzakelijk is om te voldoen aan het in artikel D.II.45, §3, Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling neergelegde beginsel;

Overwegende dat de omtrek van het Natura 2000-gebied BE35028, dat deel uitmaakt van het zogenaamde compensatiegebied "Terre du Roi", een voormalige kleiput omvat die de vorm aanneemt van een ondiepe langgerekte depressie waarvan de met wilgen en elzen begroeide bodem een reeks tijdelijke en permanente poelen van verschillende omvang bevat, die van groot biologisch belang zijn, maar die aan het dichtgroeien zijn;

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt opgemerkt dat het gebied bijzonder interessant is uit het oogpunt van de herpetofauna (12 soorten), de odonaten en de vegetatie (zeldzame groepen, met name het gras *Eleocharis acicularis*); dat deze kleiput hoofdzakelijk is opgenomen als tijdelijke beheerseenheden 3 "inheems bos met tijdelijke status", dat zij wordt doorsneden door beheerseenheden 1 "aquatische milieus" en dat langs de beek de Brouffe een dun kordon dat thans is opgenomen in de lijst van landbouwgebieden (0,11 ha) is opgenomen in beheerseenheden 7 "prioritaire alluviale bossen"; dat het derhalve bijzonder aangewezen is de voormalige kleiput en het alluviale kordon op te nemen in de lijst van natuurlijke zones (3,22 ha);

Overwegende dat in het milieueffectenverslag wordt opgemerkt dat de opnemings van de kleiput in het natuurgebied "geen (...) afdoende maatregel [vormt] om in de praktijk de instandhouding en verbetering van de gunstige staat van instandhouding van het kleiputgebied te garanderen"; dat daarin wordt gepreciseerd dat "de sluiting van overeenkomsten inzake ecologisch behoud en beheer" meer garanties biedt voor het behoud van de betrokken milieus, ook al valt deze maatregel niet binnen de werkingssfeer van het gewestplan ;

Overwegende dat de zuidelijke en oostelijke rand van het Natura 2000-gebied is opgenomen in beheereenheid 11 "cultuurgrond en antropogene elementen"; dat in het milieueffectrapport wordt opgemerkt dat het hier inderdaad om cultuurgrond gaat; dat het derhalve noodzakelijk is dit gebied op te nemen in het landbouwgebied, net als de omliggende cultuurgrond; dat hierdoor ook de grenzen van het natuurgebied kunnen worden vastgesteld ten opzichte van gemakkelijk herkenbare elementen, namelijk de Eau Blanche in het noordoosten en, voor de rest van de omtrek, de grens van het beboste gebied dat overeenkomt met de vroegere kleiput zoals aangegeven op N.G.I-kaart ;

Overwegende dat met deze aanpassingen de oppervlakte van de niet voor verstedelijking bestemde gebieden die in het gewestplan zijn opgenomen als planologische compensatie op het terrein dat bekend staat als "Terre du Roi" 34,23 ha landbouwgebied en 3,11 ha natuurgebied zal bedragen, d.w.z. 37,34 ha ;

Conclusie

Overwegende dat uit de analyse van het milieueffectenverslag en uit de opmerkingen en suggesties van de Beleidsgroepen blijkt dat het bedrijventerrein van Mariembourg moet kunnen uitbreiden; dat het evenwel noodzakelijk is het op 16 juni 2016 vastgestelde ontwerpplan te wijzigen om beter aan de nagestreefde doelstellingen te beantwoorden en tegelijkertijd de gevolgen voor het milieu tot een minimum te beperken;

Overwegende, bijgevolg, dat het aangenomen ontwerp, samen met het milieueffectenverslag, overeenkomstig de artikelen D.VIII.4 en R.VIII.4-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, overgemaakt zal kunnen worden aan de gemeentecolleges die aangewezen zullen worden door de directeur-generaal de Waalse Overheidsdienst Ruimte, Wonen, Erfgoed en Energie of, bij gebrek, door de inspecteur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ruimte, Wonen, Erfgoed en Energie om aan het openbaar onderzoek te worden onderworpen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het ontwerp van herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin (blad 57/4) met betrekking tot de opnemings van ;

- een industriële bedrijfsruimte ;
- twee gemengde bedrijfsruimtes ;
- een landbouwgebied ;
- * een natuurgebied ;

op het grondgebied van de gemeente Couvin (Mariembourg),

Wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. De gemengde bedrijfsruimte gaat vergezeld van een bijkomend voorschrift dat op het plan is gemerkt met het letterwoord "S.89" betreffende de specialisatie van de bestemming van het gebied en dat als volgt luidt :

« Kleinhandel en dienstverlening aan de bevolking mogen zich in het gebied gemerkt S.89 niet vestigen, behalve indien ze bij de in dit gebied toegelaten activiteiten horen.

De minimumbreedte van het verplichte afscheidingsgebied of -omtrek bedraagt 8 meter langs de bosrand en 5 meter elders. Het zal zo worden aangelegd en onderhouden dat het zijn ecologische roeping behoudt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologisch netwerk. ».

Art. 3. De industriële bedrijfsruimte gaat vergezeld van een bijkomend voorschrift dat op het plan is gemerkt met het letterwoord "S.90" betreffende de specialisatie van de bestemming van het gebied en dat als volgt luidt :

"Parallel met de RAVeL is een ruimte gereserveerd voor de reactivering van de oude spoorlijn die zich ten noorden van het gebied gemerkt "S.90 bevindt en die de steengroeve van Frasnes verbindt met de lijn Charleroi - Couvin.

De verplichte omtrek of afscheidingsvoorziening moet een minimumbreedte van 10 meter hebben. Het zal zo worden aangelegd en onderhouden dat het zijn ecologische roeping behoudt door de instandhouding of het herstel en het beheer van biotopen die de biodiversiteit bevorderen en bijdragen tot het ecologisch netwerk. ».

Art. 4. De Waalse Overheidsdienst Ruimte, Wonen, Erfgoed en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. De Waalse Overheidsdienst Ruimte, Wonen, Erfgoed en Energie wordt ermee belast, na het openbaar onderzoek, het advies in te winnen van de Beleidsgroepen « Leefmilieu » en « Ruimtelijke Ordening », overeenkomstig artikel D.II.49, § 7, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Namen, 21 april 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS